

Audition de Mme Benita FERRERO-WALDNER (relations extérieures)

"L'Union européenne doit être un pôle de référence pour la démocratie, les droits de l'homme et la stabilité" : voilà les trois principes qui, selon Mme Benita FERRERO-WALDNER, devraient guider la politique extérieure de l'Union dont elle devrait avoir la charge sous la prochaine Commission. Au cours de l'audition qui se tenait ce mardi matin la candidate commissaire s'est prononcée sur de nombreuses questions, dont la politique de voisinage de l'Union, les relations UE-Russie, le climat instable au Proche-Orient, la politique de l'Union en matière de Droits de l'Homme et les réformes en cours au sein de l'ONU.

"L'un des mots clés en matière de politique étrangère sera la cohérence", a-t-elle déclaré. *"Cohérence entre la PESC et l'acquis communautaire, articulation entre les politiques externes et internes de l'Union et coordination entre tous les acteurs et institutions de l'Union européenne"*, a-t-elle précisé. Mme Ferrero-Waldner a également souligné l'importance du *"dialogue critique"* qu'elle compte mener avec les pays tiers afin de promouvoir la démocratisation la bonne coopération.

La politique de voisinage

Une grande partie de l'audition a porté sur la politique de bon voisinage, domaine essentiel de la compétence de Mme Ferrero-Waldner. Elle considère que cette politique permet de mieux gérer les relations entre l'UE et ses voisins les plus proches. Cependant, la politique de voisinage appelle un important effort collectif pour que les promesses de l'UE deviennent réalité. Pour la commissaire désignée, un aspect essentiel est la mise en place des processus de réformes démocratiques par les Etats partenaires. Le dialogue politique est prévu dans les accords mais *"c'est un travail de longue haleine pour lequel il faut être persévérant"*, a-t-elle déclaré à Mme Hélène FLAUTRE (Verts/ALE, FR).

"La politique de voisinage est une politique clé pour que les bénéfices de l'élargissement profitent aux autres Etats" a répondu Mme Ferrero-Waldner à M. Ryszard CZARNECKI (NI, PL). Elle est dotée d'une gamme d'instruments et dispose d'un cadre financier important. Cette politique prévoit un cadre commun complété par des accords bilatéraux a répondu Mme Ferrero-Waldner à certains députés qui s'inquiétaient de la différence de traitement entre la Biélorussie et l'Ukraine. Elle a également relevé que l'Ukraine a déjà progressé dans le processus de réformes politiques alors que la Biélorussie n'a pas encore montré de signes de démocratie pluraliste. En ce qui concerne une éventuelle demande d'adhésion des voisins à l'UE, Mme Ferrero-Waldner déclare que la porte est ouverte mais que *"cette politique n'a pas vocation à susciter les candidatures"*.

De même que Mme Emma NICHOLSON (ADLE, UK), la commissaire désignée est consciente de l'importance des relations entre l'UE et les pays riverains de la mer Caspienne: Iran, Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie. Elle estime que, dans cette région, la coopération avec l'OSCE est primordiale.

Le partenariat avec la Russie

De nombreux députés ont souhaité que la commissaire désignée se prononce sur les relations UE-Russie. Mme Ferrero-Waldner a tout d'abord rappelé à M. Maciej Marian GIERTYCH (IND/DEM, PL) que la Russie a choisi elle-même de ne pas faire partie de la politique de voisinage pour devenir un partenaire stratégique spécifique de l'UE. Certes, mener une politique européenne cohérente à l'égard de la Russie n'est pas facile quand les Etats membres ont des positions divergentes. *"Mais il faut arriver à parler d'une seule voix"*, a-t-elle répondu à Mme Anna Elzbieta FOTYGA (UEN, PL).

"Notre politique à l'égard de la Russie, n'est-elle pas un échec ?" s'est demandé Mme Cecilia MALMSTRÖM (ADLE, SE). Mme Ferrero-Waldner a appelé à *"une politique de la franchise"* avec la Russie. De plus, elle estime qu'il faut *"parler sur un pied d'égalité avec ce partenaire"* et que ce dialogue politique est important pour accompagner la démocratisation du pays: *"La politique, c'est l'art du dialogue critique"*. Par ailleurs, *"la Russie est intéressée de rentrer à l'OMC. Nous avons toutes les possibilités d'aborder toutes les questions que nous souhaitons"*. Néanmoins, en ce qui concerne l'état de la démocratie dans la Fédération russe, Mme Ferrero-Waldner a déclaré que Moscou a *"clairement enclenché la marche arrière"*.

A M. Alexander LAMBSDORFF GRAF (ADLE, DE), qui s'inquiétait des relations tendues de la Russie avec l'Estonie et la Lettonie, la commissaire désignée a répondu que les Pays baltes *"ne doivent pas être mis sous pression par la Russie"*.

Tchéchénie

Répondant à M. Helmut KUHNE (PSE, DE) sur la situation en Tchétchénie, Mme Ferrero-Waldner a insisté sur le fait que *"la lutte contre le terrorisme n'excuse pas les violations des droits de l'homme"*. Suivant la situation de près depuis des années, la commissaire désignée estime avoir toujours été ferme dans ses contacts avec les autorités russes. Elle a rappelé que l'autonomie de la Tchétchénie n'a pas fonctionné car l'Etat reste corrompu et livré aux trafiquants de drogue. Cependant, les moyens utilisés par les autorités russes pour assurer l'intégrité du territoire n'ont pas toujours été les bons et Mme Ferrero-Waldner regrette que la situation n'ait pas pu être résolue en 2000.

Quant à M. Ari VATANEN (PPE-DE, FR), il a avoué être *"assez déçu"* de l'attitude de Mme Ferrero-Waldner à l'égard de la Russie. *"Nous restons silencieux sur la question de la démocratie et le conflit en Tchétchénie. Ne faut-il pas défendre nos valeurs ?"* s'est-il interrogé. La commissaire désignée n'a pas partagé ce point de vue: *"Nous ne sommes pas silencieux. Cela reste peut-être la perception de l'opinion publique parce que notre 'dialogue critique' n'est pas reflété dans les médias"*.

Irak

Sur l'Irak, Mme Lili GRUBER (PSE, IT) s'est demandée si les élections seraient encore possibles dans le climat d'instabilité actuel. Pour Mme Ferrero-Waldner, *"il faut se tenir aux souhaits du gouvernement transitoire irakien"*. Elle reconnaît par ailleurs que *"même si le principe d'une conférence sur l'Irak est acquis, les modalités ne sont pas"*

claires". Enfin, elle a appelé les Nations Unies à jouer *"un rôle de premier plan"* dans l'organisation d'un tel événement.

Proche-Orient

Pour M. Emilio MENENDEZ DEL VALLE (PSE,ES), les problèmes sécuritaires ne pourront être résolus que *"lorsque nous aurons trouvé une solution au conflit du Proche-Orient"*. Il a noté les récentes déclarations israéliennes qui ont appelé à ne plus respecter la feuille de route. *"Ce conflit est certes l'une des causes principales de l'insécurité de la région"*, a répondu Mme Ferrero-Waldner. M. Armin LASCHET (PPE-DE, DE) a appelé la commissaire désignée à être *"plus dure"* sur la corruption de l'Autorité palestinienne et à activement soutenir ceux qui poussent aux réformes en son sein. Sur ce point, la commissaire désignée estime que *"des progrès ont été accomplis"*, notamment grâce à la création d'un fonds par la Banque mondiale (Trust fund) qui assure dorénavant plus de transparence.

ONU

Que pense Mme Ferrero-Waldner du rôle de l'Union européenne au sein de l'ONU, au moment où les Nations Unies s'apprêtent à se réformer ? *"Si l'Europe veut être cohérente, elle doit parler d'une seule voix"*, a répondu la commissaire désignée aux députés. Sur la répartition des sièges au Conseil de sécurité, elle estime qu' *"il serait temps de commencer à parler"* de la représentativité de l'Europe en son sein. A l'heure actuelle, elle est d'avis que les sièges au Conseil de sécurité ne représentent pas *"les réalités d'aujourd'hui"*. Elle estime toutefois que l'UE a déjà déposé des propositions. Même s'il est tard, elle reste prête à se pencher sur la question.

Droits de l'homme

Mme Emma BONINO (ADLE, IT) a tenu à rappeler que l'Union n'a jamais appliqué la procédure prévue par les accords d'association lorsque le pays signataire de l'accord viole la clause des droits de l'homme. *"Que faut-il répondre aux dissidents politiques de ces pays qui nous posent sans cesse cette question ?"* a-t-elle demandé. Pour Mme Ferrero-Waldner, *"les dissidents ne savent peut-être pas que nous menons un dialogue critique avec ces pays. Si nous suspendions les accords, nous n'aurions que le silence. Et le silence ne libérerait pas les dissidents"*, a-t-elle répondu. *"Que pensez-vous de l'idée de négocier une convention euro-méditerranéenne spécifique sur les droits de l'homme ?"*, lui a demandé Mme Pasqualina NAPOLETANO (PSE, IT). *"Il faut d'abord travailler sur les bases des procédures de Barcelone qui sont taillées sur mesure en fonction de chaque pays"*, a répondu Mme Ferrero-Waldner.

05.10.2004

Commission des Affaires étrangères
Président : Elmar BROK (PPE-DE, DE)

Plus d'information :

Joëlle Fiss - tél. +32 2 28 41075 - e-mail : jfiss@europarl.eu.int

Armelle Douaud - tél. +32 2 28 43806 - e-mail : adouaud@europarl.eu.int

Constanze Beckerhoff - tél. +32 2 28 44302 - e-mail : cbeckerhoff@europarl.eu.int

